

L'Alliance pour la souveraineté de la France et l'émergence du militantisme souverainiste (1997-2002)

Christophe LE DRÉAU

Le 10 décembre 1997, une nouvelle association, l'Alliance pour la souveraineté de la France (ASF), est déclarée à la sous-préfecture de Boulogne-Billancourt. Son objectif, ainsi qu'il est précisé dans la déclaration, est de :

« [...] réunir et coordonner l'action et la réflexion de tous ceux qui veulent le maintien de l'indépendance nationale et le respect de la souveraineté de la France, qui est "une, indivisible, inaliénable et imprescriptible" ; s'opposer à toute démarche, à tout traité, à tout acte existant ou à venir qui viendrait à contrevenir à ces principes, ainsi qu'à ceux de la Constitution actuelle de la ^ve République ; s'appuyer sur la tradition deux fois millénaire de ceux qui ont combattu pour la liberté, l'indépendance et le rayonnement de la patrie, ainsi que sur la Déclaration des droits de l'Homme et du Citoyen du 26 août 1789, qui proclame le gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple... »¹.

Ses fondateurs sont Francis Choisel, un élu RPR qui occupe les fonctions de président de l'ASF², et Bernard Chalumeau, son secrétaire général, un responsable local de Combat pour les Valeurs puis du Mouvement pour la France animés tous deux par Philippe de Villiers³.

¹ *Journal Officiel*, 31 janvier 1998, annonce n° 2912 qui rectifie l'annonce n° 1016 du 10 janvier 1998.

² Il a été conseiller municipal de Boulogne-Billancourt puis conseiller général des Hauts-de-Seine. Longtemps membre du RPR, il a rejoint les rangs du RPF fondé par Charles Pasqua et Philippe de Villiers en 1999. Au moment du traité de Maastricht, il a fondé un premier mouvement plaidant pour l'organisation d'un référendum pour sa ratification puis appelant à voter « non », FLEUR (France Libre en EUROpe). Ce mouvement fut très éphémère.

³ Combat pour les Valeurs est créé en 1991. Le Mouvement pour la France a été officiellement fondé le 20 novembre 1994, après les élections européennes de juin 1994 durant lesquelles la liste « Majorité pour l'autre Europe » de P. de Villiers et Charles Pasqua obtient 12,4 %. Bernard Chalumeau anime ces mouvements en Seine-et-Marne.

L'Alliance pour la souveraineté de la France témoigne de l'émergence d'un tissu associatif et militant souverainiste, désormais autonome des partis politiques traditionnels. Il s'agit, en outre, de l'une des premières et principales organisations s'opposant aux traités européens en cours de négociation, à savoir en 1997 le traité d'Amsterdam. Parmi les autres organisations souverainistes existant alors, on trouve notamment l'Action pour une confédération paneuropéenne (APCP) d'Alain Bournazel⁴, puis les États généraux de la souveraineté nationale (EGSN) apparus durant l'été 1998⁵. Ces initiatives sont ponctuellement unies mais elles sont, de manière récurrente, concurrentes quoiqu'elles partagent un nombre significatif de leurs militants⁶. Aussi, la création de l'Alliance pour la souveraineté de la France peut se comprendre tout d'abord comme une tentative de coordonner ces efforts dispersés, s'agissant d'une plate-forme qui fédère une vingtaine de mouvements souverainistes.

-
- ⁴ Déclarée à la préfecture du Var le 16 mai 1997, elle se réclame de la pensée de Richard Coudenhove-Kalergi, reconnu avant tout pour sa proximité de pensée avec le général de Gaulle après 1944 et son opposition à tout fédéralisme européen. Quoique de tous les combats d'opposition aux traités européens depuis Maastricht, l'APCP rejette toute accusation d'anti-européisme et plaide pour une confédération européenne. L'historien Jean-Paul Bled est la seconde personnalité marquante de l'APCP.
- ⁵ Là encore à l'initiative d'Alain Bournazel. Sa principale manifestation est alors un livre : Alain Bournazel, Étienne Tarride, *Pour des États généraux de la souveraineté nationale*, Paris, François-Xavier de Guibert, 1998, 134 p.
- ⁶ La profusion des associations souverainistes ne doit pas laisser s'installer une illusion d'optique car, au-delà de la multiplicité des étiquettes, elles se partagent un noyau dur très restreint de militants actifs, malgré leurs oppositions souvent très dures. Alain Bournazel est ainsi également membre du Conseil national souverainiste, mis en place par l'Alliance pour la souveraineté de la France de Francis Choisel. On retrouve étrangement au sein des associations souverainistes, les mêmes traits distinctifs que les mouvements européens de l'entre-deux-guerres : profusion d'organisations souvent concurrentes, nombre limité d'adhérents mis en commun, recherche de grandes figures tutélaires, oppositions voire rancœurs entre les dirigeants de ces associations... En ce sens, la méthodologie mise en œuvre pour étudier les mouvements pro-européens de l'entre-deux-guerres (mesure d'une influence pour des mouvements souvent groupusculaires, de leur organisation, etc.) peut être adaptée à l'étude des mouvements souverainistes dont l'organisation et la structuration est assez similaire. Voir : Christophe Le Dréau, Robert Frank, « Le militantisme pour l'Europe », *Cahiers de l'IRICE*, 2008, n° 1, « Le militantisme pour l'Europe, d'un après-guerre à l'autre (1919-1950) », p. 5-16 ; Jean-Michel Guieu, Christophe Le Dréau, Jenny Raflik, Laurent Warlouzot, *Penser et construire l'Europe (1919-1992)*, Paris, Belin, 2007, 316 p.

Genèse d'un mouvement souverainiste

Le premier stimulus qui mène à la naissance de l'Alliance pour la souveraineté de la France est une initiative du gaulliste Jacques Dauer, alors à la tête de l'Académie du gaullisme qu'il avait fondée en 1994⁷. Sa revue, *La lettre de l'Académie*⁸, est très clairement hostile à l'Europe établie par Maastricht. Alors que le premier tour des élections législatives doit se dérouler le 25 mai 1997, un éditorial de Jacques Dauer, daté du 17 mai, donne ses consignes de vote :

« Si l'on me demandait mon avis, je n'hésiterais à proclamer que l'on ne peut voter pour les socialistes et leurs alliés objectifs du Front national, on ne peut voter non plus pour le RPR qui, grâce au tandem anti-gaulliste Balladur-Juppé, a abandonné tout idéal gaulliste et n'est devenu que le mercenaire de l'UDF, dont on connaît la probité, la rigueur morale, etc. Écoutez-les, jamais une référence à de Gaulle, ils l'ont tué. Ces gens du RPR sont vraiment des ringards. Un gaulliste ne peut voter que pour les candidats qui se proclament contre Maastricht et contre l'euro. Nous voulons l'Europe confédérale du général de Gaulle et d'Adenauer, non le conglomérat de banquiers, d'affairistes et autres maffieux. Si, par hasard, il y avait un candidat du RPR dans cette disposition d'esprit, on peut voter pour lui »⁹.

C'est la livraison du 1^{er} décembre 1997 de la *Lettre de l'Académie* qui est décisive. Bernard Chalumeau, membre du bureau de l'Académie du gaullisme, et auteur d'un récent *Rétablir la France*¹⁰, y publie un appel intitulé « Vers un mouvement souverainiste » :

« J'ai sous les yeux le texte du traité d'Amsterdam. Ce document est absolument incompréhensible en l'état. Pour y voir clair et le comprendre, il faut le rapprocher des traités de Rome, de Maastricht et de Schengen. On est frappé par l'extrême habileté du technocrate besogneux qui, tout au long de sa rédaction, a cherché sournoisement à camoufler les choses. Mais, quand on recompose le puzzle comme j'ai commencé à le faire moi-

⁷ Né en 1926, Jacques Dauer a adhéré au Rassemblement du peuple français (RPF) dès 1947. Il dirige le RPF-Jeunes avec Pierre Lefranc. Il fonde en 1953 la revue *Paris-Jeunes* qui incarne le gaullisme de gauche. En 1964, il anime un Front du progrès qui condamne la dérive droitiste du gaullisme (dans les rangs de cette formation, on retrouve Étienne Tarride, animateur des États généraux de la souveraineté nationale). Jacques Dauer a milité contre la CED en 1954 puis contre le traité de Maastricht en 1992. Ses archives sont conservées au Centre d'histoire de Sciences-Po à Paris. Voir aussi Jacques Dauer, *Le hussard du Général, entretiens avec Stéphane Giocanti*, Paris, La Table Ronde, 1994.

⁸ Devenue *La Lettre du 18 Juin* en décembre 1998.

⁹ Jacques Dauer, « Editorial », *Lettre de l'Académie*, n° 16, 17 mai 1997.

¹⁰ Bernard Chalumeau, *Rétablir la France*, Paris, La Pensée universelle, 1997.

même, alors on comprend tout ! Oui, c'est alors qu'apparaît en pleine lumière l'image hideuse et repoussante de la réalité du fédéralisme pur et dur ! C'est pourquoi, j'affirme que ce traité est le volet politique fédéral qui complète l'union économique et monétaire voulue par Maastricht. J'affirme que ce document constitue la sentence de mort de notre pays ! [...] C'est pourquoi j'invite l'Académie du gaullisme à jouer un rôle prépondérant. Je l'invite à œuvrer à mettre en place le mouvement pour la souveraineté... »¹¹.

Parmi les personnalités qui se montrent réceptives à l'appel de Bernard Chalumeau se trouve Francis Choisel, alors secrétaire général du Club 89¹² qui, à ce titre, reçoit toutes les publications de l'Académie du gaullisme¹³. Une première rencontre entre Jacques Dauer, Bernard Chalumeau et Francis Choisel a lieu peu après dans les locaux de la Maison des Français Libres à Paris, lors d'une réunion de l'Académie du Gaullisme. Puis une seconde rencontre a lieu entre B. Chalumeau et F. Choisel, au domicile de ce dernier à Boulogne-Billancourt, toujours au cours du mois de décembre 1997. C'est lors de cette ultime rencontre que l'on discute des statuts de l'association à créer, rédigés par Francis Choisel. Les postes de président et de secrétaire général sont répartis entre les deux hommes alors que Jacques Dauer s'éclipse progressivement en raison de sa volonté de faire de l'Alliance pour la souveraineté de la France un simple prolongement de l'Académie du Gaullisme, option qui n'est pas suivie¹⁴. Rapidement, un ultime nom apparaît : Bernard Montrichard, animateur de Présence et action du gaullisme en Franche-Comté¹⁵. Avec lui, l'ASF abandonne sa dimension

¹¹ Bernard Chalumeau, « Vers un mouvement souverainiste », *Lettre de l'Académie*, n° 21, 1^{er} décembre 1997.

¹² Le Club 89 est un club de réflexion proche du RPR. Il est alors dirigé par Jacques Toubon avec qui Francis Choisel est en désaccord. Ce dernier quitte son poste de secrétaire général en 1997 alors qu'il va fonder l'ASF.

¹³ Entretien de Francis Choisel avec l'auteur, 18 juin 2008.

¹⁴ À cela s'ajoutent aussi quelques divergences sur l'autre Europe à construire : « Il était moins souverainiste que Chalumeau et moi », entretien de Francis Choisel avec l'auteur, 18 juin 2008. Jacques Dauer ne rejetait pas l'idée d'une confédération européenne.

¹⁵ Francis Choisel est professeur à l'Institut catholique de Paris où il enseigne l'histoire des idées politiques, s'intéressant particulièrement au bonapartisme. C'est Thierry Choffat, maître de conférences à Nancy II et président du Centre d'études et de recherche sur le bonapartisme qui met en relation Francis Choisel et Bernard Montrichard, par ailleurs déjà membre de l'Action pour une confédération paneuropéenne. Ce sont les activités professionnelles de Francis Choisel qui expliquent l'importance de personnalités liées au souvenir napoléonien au sein de l'ASF ; ainsi, outre T. Choffat, Olivier Grunthaler, président de France bonapartiste, fait partie du Conseil national souverainiste.

strictement parisienne et agrège un certain nombre de mouvements gaullistes de province, au rayonnement purement local ou régional¹⁶.

Par sa structure, l'ASF est avant tout une sorte de confédération assez lâche de mouvements autonomes qui lui préexistaient. Elle s'est dotée d'un Conseil national souverainiste qui est en quelque sorte son Parlement et accueille de droit tous les représentants de ces mouvements :

« Notre structure est ambivalente. Le noyau dur est constitué d'adhérents directs, finalement peu nombreux à l'échelle d'un pays de 60 millions d'habitants comme la France, même si notre fichier de sympathisants est assez fourni : plusieurs milliers de noms. Autour de ce noyau, nous groupons divers mouvements souverainistes, une quinzaine à ce jour. C'est pour cela que nous avons choisi de nous appeler "Alliance" : nous sommes une "coordination", pour reprendre le jargon politique actuel [...]. L'image de la Résistance n'est pas négative. Et c'est nous qui l'avons imposée. Elle marque la gravité de la situation actuelle de notre pays. Elle souligne la nécessité de l'union nationale, comme à l'époque. Nous avons même constitué un Conseil national souverainiste s'inspirant du Conseil national de la résistance »¹⁷.

Au final, l'Alliance est parvenue à établir un véritable mouvement souverainiste populaire même s'il est impossible d'en estimer le nombre d'adhérents. Il a établi un maillage national, a obtenu un début incontestable de notoriété et de visibilité dans la presse au sommet de son activité entre 1998 et 2002, construit l'amorce de contacts internationaux, bénéficié du soutien de personnalités politiques ayant une stature nationale, à l'image de Christine Boutin et surtout du député Jacques Myard¹⁸, ou issues des milieux gaullistes des Hauts-de-Seine¹⁹.

¹⁶ À titre d'exemple, pour la seule région du Nord-Est, outre le mouvement de B. Montrichard, on trouve le Cercle Jeune France fondé par un jeune professeur d'histoire de l'enseignement secondaire, Raphaël Dargent. Entretien de Raphaël Dargent avec l'auteur à Paris, juin 2008. Jean-Guy Dubois, animateur de Présence et action du gaullisme à Toulouse, est également contacté par ce biais et donne une assise au mouvement dans le Sud-Ouest.

¹⁷ « Entretien avec Francis Choisel, président de l'Alliance pour la souveraineté nationale », *Action nationale*, mensuel indépendantiste québécois, novembre 2000.

¹⁸ Jacques Myard joue un rôle déterminant dans le lancement et la réussite initiale de l'Alliance. Il participe aux réunions et apporte un soutien logistique non négligeable (octroi de locaux pour les réunions à l'Assemblée nationale, envoi du courrier, etc.). Il met également à la disposition de l'Alliance une liste de personnalités à contacter pour assurer les premiers recrutements. Député RPR puis UMP depuis 1993, il a également occupé la fonction de maire de Maisons-Laffitte à partir de 1989. À l'Assemblée nationale, il a participé notamment aux travaux de la Commission chargée des affaires européennes. Ayant appelé à voter « non » lors du référendum du 29 mai 2005, il est l'un des trois députés UMP qui ont refusé, en janvier 2008, de

L'ASF parvient à mettre sur pied des campagnes de mobilisation réussies. Pour n'en citer que quelques-unes :

- janvier 1999 : organisation à Versailles d'une manifestation alors que les parlementaires réunis en congrès vont modifier la Constitution française pour permettre les abandons de souveraineté prévus par le traité d'Amsterdam.
- décembre 2000 : organisation d'un contre-sommet souverainiste à Nice avec la représentation de plusieurs mouvements souverainistes européens, dont britanniques.
- janvier 2002 : organisation de réunions et manifestations contre l'euro.
- mars 2003 : à Neuilly-sur-Seine, débat sur la Turquie à l'initiative de l'ASF autour de Philippe de Villiers, Jacques Myard et Nicolas Dupont-Aignan.

Anti-européen, eurosceptique, souverainiste : la bataille des mots

Jusqu'en 1997, les opposants aux traités européens (traité de Paris pour la CED en 1951, traités de Rome en 1957, traité de Maastricht en 1992, etc.) sont affublés de qualificatifs purement négatifs. Ils sont les « anti ». En 1954, à Paris, ils sont les « anti-cédistes » ; en 1957, à Londres, ils sont les « *anti-marketeers* » ; en 1992, ils sont les « anti-européens » ou

voter la loi autorisant la réforme constitutionnelle ouvrant la voie à la ratification du traité de Lisbonne.

¹⁹ On réservera un sort particulier à Georges Gorse. Député SFIO en 1945, il est réélu dans les Hauts-de-Seine sous l'étiquette gaulliste de l'UNR-UDT puis du RPR à partir de 1967. Il occupe le poste de maire de Boulogne-Billancourt de 1971 à 1991. En 1968, il est l'un des fondateurs du Mouvement pour l'indépendance de l'Europe (MIE), probablement la plus ancienne association qui mériterait l'appellation de souverainiste. Parmi les autres fondateurs du MIE, on citera Robert Boulin, Pierre Messmer, Jacques Vendroux et Jean Foyer. Francis Choisel nous a affirmé ne pas connaître cette association même s'il paraît évident qu'elles partagent, à trente ans de distance, de nombreux points communs : leur implantation à Boulogne-Billancourt, le rôle de G. Gorse, l'appartenance de Jean Foyer tant au MIE qu'à l'Alliance pour la souveraineté de la France... On suivra les activités du MIE à travers ses publications : *Mouvement pour l'indépendance de l'Europe, Une autre Europe, les cinq rapports d'orientation du mouvement pour l'indépendance de l'Europe*, Paris, MIE, 1971, 78 p. ; *Mouvement pour l'indépendance de l'Europe, L'Europe occidentale dans le monde d'aujourd'hui*, Paris, MIE, 1974, 89 p. On peut aussi découvrir son histoire en creux, par les réactions que suscita sa création chez ses opposants. Le fonds du journaliste Francis Crémieux, proche du Parti communiste, conservé aux Archives nationales à Paris, comporte également un dossier « Mouvement pour l'indépendance de l'Europe » (25 AR 215 Francis Crémieux). On lira l'ouvrage partiellement autobiographique de Georges Gorse, *Je n'irai pas à mon enterrement*, Paris, Plon, 1992.

les « eurosceptiques ». Autant de qualificatifs que les opposants aux traités européens rejettent avec force. Souvent au motif qu'ils ne sont pas anti-européens mais partisans d'une autre Europe.

Probablement parce qu'ils méditent sur les causes de leur échec relatif lors du référendum sur Maastricht, ils s'engagent dans la bataille des mots et cherchent à se doter d'une étiquette positive. L'apparition du mot « souverainisme » répond à cette volonté alors que s'annoncent de nouveaux combats. En 1997, le terme souverainisme naît en France dans un triple contexte : les élections législatives en France, la ratification du traité d'Amsterdam qui révisé et complète celui de Maastricht, l'approche des élections européennes de 1999 qui s'annoncent prometteuses depuis les succès de Philippe de Villiers à celles de 1994. Le terme a pour principal intérêt de mettre en avant une culture politique plus positive, pour une Autre Europe : « Les illusionnistes de l'Europe intégrée vont nous reprocher d'être en réalité des anti-européens, nous allons maintenant démontrer le contraire »²⁰.

Bernard Chalumeau utilise ce qualificatif dès son article de décembre 1997 dans *La Lettre de l'Académie*. Il devient rapidement d'un usage courant chez ceux que l'on dénomme encore eurosceptiques. Les associations hostiles aux traités européens qui voient le jour en France l'utilisent avec aisance : en décembre 1997, c'est l'apparition de l'Alliance pour la souveraineté de la France, en décembre 1998 la naissance des États généraux de la souveraineté nationale. À Marseille, en novembre 2000, un Groupe de réflexion souverainiste voit le jour. Et à Paris, pour le seul mois de juillet 2000, se constitue un Mouvement souverainiste ainsi qu'un groupe local Souverainisme et Liberté. En 2001, le *Journal officiel* enregistre en janvier l'émergence d'un petit parti politique dénommé Union pour la souveraineté nationale, ainsi que la naissance de Combats souverainistes de William Abitbol et de l'association Les Souverainistes à Évreux en février. Puis le Cercle des républicains souverainistes voit le jour à Fréjus en avril 2001, suivi du mouvement France souveraine à Compiègne en juin 2001, d'une Entente souverainiste en novembre, puis le même mois d'une Alliance souverainiste à Paris. Les occurrences du mot souverainiste dans le *Journal officiel* confirment que le terme apparaît

²⁰ Alain Bournazel, Étienne Tarride, *Les États généraux de la souveraineté nationale*, Paris, François-Xavier de Guibert, 1999, p. 76.

en 1997 mais se diffuse et se popularise essentiellement à partir de 2001 à l'occasion des combats contre l'euro et l'abandon du franc²¹.

Bernard Chalumeau et Francis Choisel revendiquent la paternité du mot « souverainisme »²². On peut lire sur le site internet de ce dernier :

« Après avoir été, en 1992, le premier élu RPR à se lancer dans le combat contre le traité de Maëstricht, Francis Choisel a fondé en 1997 l'Alliance pour la souveraineté de la France et organisé le Conseil national souverainiste. Avec Bernard Chalumeau, secrétaire général de cette Alliance, c'est lui qui a importé du Québec et imposé dans le langage politique courant le mot souverainiste, pour caractériser tous ceux qui veulent une organisation de l'Union européenne plus respectueuse de la souveraineté, de l'identité et de la liberté des peuples qui la composent, mais aussi plus proche des citoyens, moins doctrinaire, moins bureaucratique, moins tatillonne »²³.

Le terme souverainiste est ainsi présenté comme une acclimatation de la dénomination du mouvement indépendantiste au Québec, en lutte contre le pouvoir fédéral canadien²⁴. Il a une résonance gaulliste par la référence implicite au discours « Vive le Québec libre » que le général de Gaulle avait prononcé²⁵.

L'origine, la signification et la datation du terme ne font aucun doute, la paternité à proprement parler est davantage contestée puisque Paul-Marie Coûteaux²⁶, Jacques Dauer ou Alain Griotteray encore ont parfois laissé entendre qu'ils en sont les importateurs²⁷. La question est difficile à

²¹ Le mot est avalisé par l'édition 2003 du dictionnaire Hachette : « Mouvement qui met au premier plan la souveraineté nationale, s'opposant à l'Europe supranationale ».

²² Francis Choisel, Bernard Lhôte, *Petit manuel souverainiste à usage d'antidote contre les boniments européens*, Paris, François-Xavier de Guibert, 2000, 101 p.

²³ www.choisel.info/

²⁴ Louise Beaudoin, ministre des Relations internationales du Québec, avait tenté d'éviter toute confusion entre souverainisme français et canadien : « Il faut toujours s'entendre sur le sens des mots [...]. Concept d'usage fort ancien au Québec, relativement récent en France. Or, force est de constater, sans qu'il soit question, par quelque jugement de valeur que ce soit, de s'ingérer dans les affaires intérieures françaises, que les deux vocables recouvrent des réalités forts différentes », Louise Beaudoin, « Le souverainisme des Québécois », *Le Monde*, 10 février 2000.

²⁵ « Entretien avec Francis Choisel, président de l'Alliance pour la souveraineté nationale », *Action nationale*, mensuel indépendantiste québécois, novembre 2000.

²⁶ D'abord proche des gaullistes du RPR dont il dirige la revue *Une certaine idée*, il rejoint le Rassemblement pour la France (RPF) de Charles Pasqua et Philippe de Villiers en 1999. La même année il devient député européen sous l'étiquette du RPF. Il perd son siège européen en juin 2009 alors qu'il est en désaccord avec Philippe de Villiers.

²⁷ Voir notamment William Abitbol, Paul-Marie Coûteaux, « Souverainisme, j'écris ton nom », *Le Monde*, 30 septembre 1999 : « Le souverainisme, ce mot que nous avons dû batailler pour que nos amis l'adoptent, s'adresse à plusieurs familles politiques

trancher et elle est de toute manière secondaire puisque l'on ne peut exclure que l'usage se soit répandu presque simultanément au sein de plusieurs mouvements ou revues. Rappelons d'ailleurs que toutes ces personnalités appartiennent aux mêmes organisations²⁸ et que la référence au Québec est alors en vogue : en 2000, Philippe Séguin publie un essai intitulé *Plus Français que moi, tu meurs !* sur la province canadienne²⁹. L'adoption du terme souverainiste a, dès son introduction, été contestée³⁰. Lors des élections européennes de juin 2009, la liste souverainiste Libertas, menée par Philippe de Villiers, préfère d'ailleurs adopter le vocable d'« euroréalisme », d'origine anglo-saxonne, et abandonne celui, français, de souverainisme³¹.

Le militantisme souverainiste et le clivage droite-gauche

Le militantisme souverainiste, en ce qu'il est au moins partiellement autonome des principaux partis politiques, est dans une large partie une tendance destinée à dépasser le clivage droite-gauche. Au sein de l'ASF,

françaises - de droite comme de gauche ». On lira en particulier Philippe Boulanger, « Le souverainisme, arrière-garde nostalgique du gaullisme ? », *Le Banquet*, n° 23, 2006. P. Boulanger fait de cet article l'acte de naissance du souverainisme et en attribue la paternité à P.-M. Coûteaux. Il ignore superbement l'existence de l'ASF et fait du Rassemblement pour l'indépendance et la souveraineté de la France la première tentative d'institutionnalisation du souverainisme. Thierry Choffat attribue au contraire la paternité à Francis Choisel, mais rappelons qu'il est membre du Conseil national souverainiste : Thierry Choffat, « Une organisation éphémère : le RPF », dans Dominique Andolfatto, Fabienne Greffet, Laurent Olivier (dir.), *Les partis politiques : quelles perspectives ?*, Paris, L'Harmattan, 2001, p. 135-144.

²⁸ Francis Choisel, Bernard Chalumeau, Jacques Dauer et Paul-Marie Coûteaux appartiennent à l'Alliance pour la souveraineté de la France et au Conseil national souverainiste, ce qui confirme par ailleurs que cette association est le berceau de l'acclimatation du souverainisme.

²⁹ Philippe Séguin, *Plus Français que moi, tu meurs ! France-Québec, des idées fausses à l'espérance partagée*, Paris, Albin Michel, 2000, 203 p.

³⁰ « À l'Académie du gaullisme où nous nous sommes retrouvés plusieurs fois, il y avait des gens qui disaient : "Souverainiste, cela fait québécois", "Cela fait provincial", "Cela fait royaliste", etc., donc au lieu de nous appeler Alliance souverainiste, nous nous sommes appelés Alliance pour la souveraineté de la France », Entretien de Francis Choisel avec l'auteur, 18 juin 2008.

³¹ Le néologisme est d'origine britannique, il a été imposé au sein du Parti conservateur dans les années 1990 afin d'échapper à l'accusation d'eurosepticisme. Rappelons que le terme souverainisme n'a fait florès que dans les pays francophones. Voir Agnès Alexandre-Collier, « Les conservateurs face à la question européenne depuis 1997 », dans Agnès Alexandre-Collier, Pauline Schnapper (dir.), *Le Royaume-Uni et l'Union européenne depuis 1997*, Dijon, Presses universitaires de Dijon, 2007, p. 9-18. Pour son adoption au sein du parti libéral britannique, voir Christophe Le Dréau, « They will get no credit for it, I fear! L'eurosepticisme au sein du parti libéral britannique », dans Agnès Alexandre-Collier, Pauline Schnapper (dir.), *op. cit.*, p. 19-33.

cela se marque de différentes manières. D'abord par la surreprésentation de ceux que l'on nomme les gaullistes de gauche : Francis Choisel, Jacques Dauer, pour n'en citer que quelques-uns. Ce poids du gaullisme de gauche se note dans d'autres associations souverainistes. Certains des membres du Conseil national souverainiste expriment clairement un rejet du clivage droite-gauche autant par conviction gaulliste que par la place qu'occupent les enjeux européens dans leur réflexion³².

Le CNS représente de fait un large éventail de mouvements et se veut trans-parti puisqu'il couvre tout l'échiquier politique de l'extrême gauche à l'extrême droite. Le Comité Valmy pour une Europe des peuples et des nations souveraines, sous la direction de Claude Beaulieu, est d'obédience communiste quoique animé souvent par des militants en rupture de ban avec le PCF. Il tire son origine du Comité pour une autre Europe fondé en 1992 pour s'opposer au traité de Maastricht et développe une vision de l'intégration européenne qui assimile cette dernière au grand capital et à une soumission aux États-Unis. Son appartenance à un Conseil national souverainiste dominé par des gaullistes, fussent-ils de gauche, ne doit cependant pas surprendre puisqu'il existe en fait de nombreuses passerelles entre ces deux familles politiques qui rendent leur cohabitation possible dans une organisation thématique autour de l'Europe : une référence quasi mystique à la Résistance française³³, une exaltation du modèle sociétal proposé par le défunt Conseil national de la Résistance, une méfiance commune à l'égard de l'hégémonie américaine. En somme ils partagent une certaine vision de la France.

À l'autre extrémité de l'échiquier politique, les représentants de l'Action française trouvent leur place au sein du CNS avec la présence de son vice-président Nicolas Kayanakis et de Pierre Pujo, son président. La

³² « Nous avons en particulier fait entrer dans les esprits qu'à côté de la coupure entre la droite et la gauche, il y en avait une autre, plus importante peut-être, entre souverainistes et européistes. Et nous avons démontré, en unissant des citoyens, des personnalités, des mouvements de toutes sensibilités en politique intérieure, que l'on pouvait effectivement, dans une certaine mesure, dépasser les clivages anciens pour ce combat », dans « Entretien avec Francis Choisel, président de l'Alliance pour la souveraineté nationale », *Action nationale*, mensuel indépendantiste québécois, novembre 2000.

³³ En novembre 2006, le Comité Valmy a lancé une campagne pour exiger le retrait du corps de Jean Monnet du Panthéon et son remplacement par le résistant communiste Missak Manouchian. Communiqué du 5 novembre 2006 : « Le Panthéon réservé aux héros de la France reconnaissante : Pour le remplacement de Jean Monnet au Panthéon par Missak Manouchian, Manouchian est un héros de la Résistance, Jean Monnet celui des USA », signé par Claude Beaulieu, Gilles Bachelier, Jean-Claude Ramos.

formation monarchiste trouve, depuis 1992, un nouvel élan de vigueur dans le combat souverainiste et sa participation est loin d'être symbolique et anecdotique. Si l'on ajoute d'autres personnalités connues pour leur opinion monarchiste, tel le sociologue grenoblois Michel Michel, sensible aux idées de Bertrand Renouvin et de la Nouvelle action royaliste puisqu'il a écrit un temps dans leur revue *Arsenal*, cette sensibilité est particulièrement bien représentée³⁴. Elle met en action tous ses réseaux d'influence au service de l'Alliance pour la souveraineté de la France, et lui permet notamment un accès à une presse militante royaliste mais aussi nationale, au sein du quotidien *Le Figaro* en particulier, où certains journalistes expriment leur sympathie à l'égard des différentes sensibilités du monarchisme. Si l'on ajoute que Robert Lafont, alors à la tête du défunt quotidien *La Une*, est membre du CNS, l'Alliance est ainsi assurée d'un nombre non négligeable de relais dans la presse.

Au final, seules l'ultra-gauche et l'ultra-droite sont catégoriquement exclues du Conseil national souverainiste. Certains mouvements qui le composent sont au demeurant inclassables tant ils incarnent les idées personnelles de leurs fondateurs, à l'image du Comité Anti-Maastricht de Guy Macé par exemple³⁵.

Les temps difficiles

Ayant obtenu des succès ponctuels, l'Alliance atteint son apogée en 2002 à la veille des élections présidentielles. Les temps difficiles débutent alors. Les obstacles sont de deux ordres. Il y a en premier lieu les élections présidentielles à proprement parler pour lesquelles le Conseil

³⁴ Organisation également souverainiste et appelant régulièrement à voter pour Jean-Pierre Chevènement. La Nouvelle action royaliste (NAR) a d'ailleurs été associée au Pôle républicain réunissant les associations liées au Mouvement républicain et citoyen de J.-P. Chevènement. La NAR et l'ASF n'ont cependant jamais lié de liens institutionnels au-delà du simple échange gracieux de leurs publications respectives. Rappelons enfin que la NAR est bien distincte de l'Action française en ce qu'elle plaide pour une monarchie constitutionnelle et ne peut être assimilée à un mouvement d'extrême droite.

³⁵ Entretiens de Guy Macé avec l'auteur, avril 2008. Nous remercions Guy Macé de nous avoir communiqué de nombreux documents sur son organisation en dépit de sa maladie invalidante qui ne nous a permis qu'une conversation téléphonique et des échanges épistolaires. Le Comité Anti-Maastricht a été fondé le 29 mars 1994. Dans un tract édité peu après cette date, il est dit que « ses buts principaux sont le souhait d'une Europe chrétienne ». Le mouvement est contre le mondialisme, l'hégémonie américaine, les lobbys financiers.

national souverainiste doit donner une consigne de vote. À la veille du premier tour, un consensus s'établit autour d'un mot d'ordre relativement neutre : l'appel au vote en faveur d'un candidat souverainiste, sans qu'il ne soit donné de nom. Ainsi que dans toute la société française, l'annonce des résultats qui placent Jean-Marie Le Pen face à Jacques Chirac au second tour de l'élection, avec l'élimination du candidat socialiste Lionel Jospin, fait l'effet d'un raz-de-marée au sein du Conseil national souverainiste. Ce dernier avait planifié de longue date une réunion entre les deux tours afin d'analyser les rapports de force à l'issue du premier tour et se prononcer sur une consigne de vote. Une opération de communication politique était pratiquement aboutie, appelant les électeurs à déposer dans l'urne un bulletin marqué « Non à l'euro », alors qu'un duel Jospin-Chirac semblait programmé. En fait, le Conseil va se scinder entre les deux tours³⁶ : on retrouve d'un côté, autour de Francis Choisel, ceux qui rejettent toute consigne de vote en faveur de Jean-Marie Le Pen, pourtant seul candidat en lice opposé tant à Maastricht qu'au traité d'Amsterdam ; de l'autre, les partisans d'un appel franc et massif en faveur du « seul candidat souverainiste », fut-il issu de l'extrême droite. Lors de la réunion du CNS du 23 avril 2002, soit deux jours après le premier tour, cette dernière tendance est avant tout représentée par Georges Clément et Louis Aliot, tous deux notoirement proches de l'extrême droite³⁷. Au final, on adopte une solution de consensus en maintenant la consigne donnée au premier tour, à savoir le vote en faveur d'un candidat souverainiste, sans donner de nom, chacun étant libre de voter en son âme et conscience. Mais il demeure que le cercle vertueux qui se construisait autour de l'Alliance pour la souveraineté de la France est brisé.

³⁶ Rappelons que Jacques Chirac a une image ambivalente au sein des cercles souverainistes, à la fois considéré comme un souverainiste en raison de son appel de Cochin de 1978 mais aussi comme un européiste parce qu'il a soutenu le « oui » lors du référendum sur Maastricht en 1992.

³⁷ Entretien de Georges Clément, président du Comité francilien pour la défense du franc avec l'auteur, 18 février 2008. Nous nous défendons ici de dresser une liste exhaustive des militants souverainistes ayant appelé à voter Jean-Marie Le Pen car celle-ci est difficile à établir et est sujette à caution. Depuis 2002, il s'agit d'un argument de discrédit régulièrement utilisé lors des disputes internes au sein des mouvements souverainistes. Ainsi Raphaël Dargent, membre du CNS, est présenté sur une multitude de sites internet comme l'un des plus ardents soutiens d'un vote Le Pen en mai 2002, ce que le principal intéressé nie farouchement en arguant de son gaullisme fidèle (entretien de R. Dargent avec l'auteur, 14 avril 2008). Sans qu'il soit possible de déterminer l'origine et l'auteur de ces rumeurs, il est par contre évident qu'elles se développent dans un contexte où Raphaël Dargent et Paul-Marie Coûteaux partagent un fort contentieux.

Deuxième facteur explicatif de ces temps difficiles qui s'annoncent à partir de 2002 : la concurrence croissante d'autres formations eurosceptiques qui émergent dans le champ politique souverainiste. Il faut faire ici une place à part à Paul-Marie Coûteaux. Il appartient dès sa fondation au Conseil national souverainiste et contribue par sa renommée et sa fonction de député européen à son développement. Pour autant, il a toujours clairement caressé le rêve d'être l'unificateur de la sphère souverainiste. Le 26 avril 2003, se tient une Convention nationale pour l'unité des mouvements souverainistes qui réunit l'Entente souverainiste de Paul-Marie Coûteaux, les États généraux de la souveraineté nationale de Jean-Paul Bled et Alain Bournazel, l'Association pour une candidature souverainiste unique de Geneviève Blache. Le résultat final en est la création du Rassemblement pour l'indépendance et la souveraineté de la France (RIF), une structure fédératrice qui partage clairement les mêmes ambitions que l'ASF. Sans chercher à distribuer les bons points à telle ou telle personnalité, ou émettre des avis négatifs sur telle autre, il est évident que la personnalité forte de Paul-Marie Coûteaux fédère autant qu'elle divise.

Le 29 mai 2005, les Français rejettent le projet de constitution européenne dont l'approbation leur était proposée par la voie d'un référendum. Un résultat sans appel, 54,67 % de « non », qui pourtant ne signifie pas la victoire des mouvements souverainistes. Depuis 2002, ceux-ci sont en crise, en raison des séquelles liées à l'élection présidentielle de 2002, et, de manière croissante, en raison de la concurrence entre les organisations eurosceptiques. Plusieurs signes en témoignent. Tandis que le terme « souverainisme » devait faire sortir les militants critiques à l'égard de la construction européenne de leur étiquette strictement négative, en 2005, ceux-ci se laissent à nouveau enfermer par le qualificatif de « nonistes ». Les souverainistes sont redevenus, du moins dans la presse, ceux qui disent indistinctement « non » et ne proposent aucun projet alternatif. Surtout, les principales associations souverainistes, à savoir l'Alliance pour la souveraineté de la France et le Rassemblement pour l'indépendance et la souveraineté de la France, sont dépassées par des structures informelles et éphémères, dont la force repose essentiellement sur l'usage militant d'internet³⁸. La

³⁸ Benoit Theulin, Véronique Senèze, « La campagne française pour le référendum sur internet », dans Philippe Marek (dir.), *Chronique d'un « non » annoncé : la communication politique et l'Europe (juin 2004-mai 2005)*, Paris, L'Harmattan, 2007, p. 183-192 ; je renvoie à ma communication au colloque qui s'est tenu à Nanterre en

campagne de 2005, où les souverainistes s'illustrent par leur domination de la nébuleuse internet, prouve *a contrario* leur incapacité, du moins temporaire, à se structurer et se fédérer. « Inutile de dire que fédérer des anti-fédéralistes n'est pas une tâche aisée »³⁹.

2009 sur les usages militants d'internet : Christophe Le Dréau, « L'usage d'internet chez les souverainistes français lors de la campagne contre la constitution européenne », dans Françoise Blum et Rossana Vaccaro (dir.), *Les usages militants de la technique*, à paraître.

³⁹ « Entretien avec Francis Choisel, président de l'Alliance pour la souveraineté nationale », *Action nationale*, mensuel indépendantiste québécois, novembre 2000 : « Après avoir attiré l'attention par nos cris d'alarme, c'est maintenant la sympathie qu'il nous faut attirer, et donner confiance, en incarnant un souverainisme positif, serein, ouvert au monde, tourné vers l'avenir, sûr de lui et non pas replié craintivement sur le passé. C'est d'ailleurs pour cela que nous vous avons emprunté le terme de souverainisme. Il est neuf, il vient d'ailleurs, il recouvre une réalité nouvelle que nous sommes en train de construire. Grâce à lui, nous ne sommes plus des « anti »-Europe, mais des pro-France ».

Annexe : Le Conseil national souverainiste au 30 mars 2002

S'inspirant de l'exemple du CONSEIL NATIONAL DE LA RÉSISTANCE, LE CONSEIL NATIONAL SOUVERAINISTE réunit, à l'initiative de l'Alliance pour la Souveraineté de la France, les représentants des principales forces et les principales personnalités engagées dans le combat pour la souveraineté de la France. Bénéficiant de la compétence particulière de ses membres, il est un lieu privilégié d'échanges et de réflexion en matière d'organisation de l'Europe, de respect du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, de souveraineté et d'intégrité de la France. C'est le PARLEMENT DU SOUVERAINISME. Il débat, adopte des positions de fond et formule des propositions concrètes face aux événements majeurs qui marquent la vie publique dans ces domaines. Fort de sa large représentativité, il constitue ainsi, vis-à-vis de l'opinion publique nationale et internationale, une AUTORITÉ MORALE, politique et technique. Il vise à harmoniser les stratégies et à COORDONNER LES ACTIONS des mouvements souverainistes très divers qui le composent. Le Conseil national souverainiste est en même temps le conseil consultatif et l'organe de réflexion politique et d'orientation stratégique de l'Alliance pour la Souveraineté de la France.

Première réunion : 9 septembre 1998, au Sénat,

Dernières réunions : 25 janvier 2002 à l'Assemblée Nationale.

12 mars 2002 à l'Assemblée Nationale.

Prochaine réunion : 23 avril 2002 à l'Assemblée Nationale.

Augusto AGHMATE (Président du Rassemblement gaulliste) ; Louis ALIOT (Conseiller régional de Midi-Pyrénées, personnalité cooptée) ; Jacques AMAURY (Président du Mouvement retraite inter-génération, personnalité cooptée) ; Jean-Louis ARAJOL (Ancien syndicaliste, conseiller de Paris, personnalité cooptée) ; Marc-Julien ARENAS (Cinéaste, personnalité cooptée) ; Pierre AUNAC (Économiste, personnalité cooptée) ; Jean-Yves AUTEXIER (Sénateur de Paris, personnalité cooptée) ; Claude BEAULIEU (Président du Comité Valmy pour une Europe des peuples et des nations souveraines, observateur) ; Pierre BERNARD (Maire de Montfermeil, ancien député, président de la Coordination du peuple français, observateur) ; Luc BERROU (Président d'Avenir de la culture, observateur) ; Georges BERTHU (Député français au Parlement Européen, personnalité cooptée) ; Marc BONNAUD (Administrateur d'Avenir de la langue française, personnalité cooptée) ; Gérard BOUCHET (Président de solidarité française) ; Jacques

BOURDU (Ancien vice-président national du Club 89, membre du Cercle Renaissance, personnalité cooptée); Alain BOURNAZEL (Ancien vice-président du Conseil régional d'Aquitaine, président de l'Action pour une confédération paneuropéenne.); Christine BOUTIN (Député des Yvelines, personnalité cooptée); Stéphane BUFFETAUT (Président du Rassemblement pour la France, suppléant: Robert POTIER, président d'honneur); Francis BUISSONNAIS (Président de la Démocratie chrétienne sociale française); Françoise BUY-REBAUD (Présidente d'Identité France-Forez, responsable de l'Alliance pour la souveraineté de la France dans la Loire); Bernard CHALUMEAU (Secrétaire général de l'Alliance pour la souveraineté de la France); Francis CHOISEL (Conseiller général des Hauts-de-Seine, président de l'Alliance pour la souveraineté de la France); Thierry CHOFFAT (Maître de conférences en science politique à l'Université de Nancy II, président du Centre d'études et de recherche sur le bonapartisme); Michel CIARDI (Animateur de la Fondation du 2 Mars, observateur); Michel CLAPIE (Professeur de droit constitutionnel à l'Université de Montpellier I, expert constitutionnaliste de l'Alliance pour la souveraineté de la France); Christian CLARKE de DROMENTIN (Général de corps d'armée, personnalité cooptée); Georges CLEMENT (Président du Comité francilien de défense du franc, personnalité cooptée); Jacques COTTERAY (Conseiller général du Loiret, secrétaire général du Mouvement démocrate français, personnalité cooptée); Philippe COURREGÉ (Mathématicien, chercheur au CNRS, personnalité cooptée); Paul-Marie COÛTEAUX (Député français au Parlement Européen, personnalité cooptée); Jean-Paul CRUSE (Journaliste, personnalité cooptée); Pierre DABEZIES (Ancien député, personnalité cooptée); Raphaël DARGENT (Président de Jeune France); Jacques DAUER (Président de l'Académie du gaullisme, membre fondateur, suppléants: François LARDEAU, vice-président, et Gilles BACHELIER, secrétaire général); Michel DEBRAY (Vice-amiral, ancien président de l'Institut Charles de Gaulle, personnalité cooptée); Béatrice DECOSTER-MALLET (Représentante de la Nouvelle union démocratique du travail); Jean-Guy DUBOIS (Président de Présence et action du gaullisme de Midi-Pyrénées, président de Réflexion citoyenne pour la France); Michel EMERIAU (Président de Prométhée, animateur de Réseau souverainiste, chargé de la communication télématique de l'Alliance pour la souveraineté de la France et responsable local pour les Alpes-Maritimes); Guy-Joseph FOUCHE (Président du Club des Jacobins 2000); Henri FOUQUEREAU (Président du Mouvement démocrate français, secrétaire national de l'Alliance pour la souveraineté de la France); Jean FOYER (Membre de l'Institut, président de la Fondation Charles de Gaulle, ancien ministre, personnalité cooptée); Pierre-Marie GALLOIS (Général, personnalité cooptée); Claude GAUCHERAND (Contre-amiral,

personnalité cooptée); Stéphane GIOCANTI (Président des Conférences Daniel Halévy); Gérard GOUSSIES (Représentant de l'Alliance pour la souveraineté de la France dans le Lot-et-Garonne); Romain GRAEFFLY (Président de SOS République, suppléants: Mounir Rahal et Maurice Livernault); Denis GRIESMAR (Vice-Président de l'Association française des traducteurs, personnalité cooptée); Olivier GRUNTHALER (Président de France bonapartiste); Bernard GUILLEMAIN (Président de l'Alliance sociale des peuples et pays de France, observateur); Michel GUILLOU (Ancien recteur de l'AUPELF, personnalité cooptée); Emmanuel HAMEL (Sénateur, personnalité cooptée); Pierre HILLARD (Chercheur en géopolitique, personnalité cooptée); Michel-Dominique HINARD (Juriste, président de l'association de financement de l'Alliance pour la souveraineté de la France); Roland HUREAUX (Essayiste, premier adjoint au maire de Cahors, personnalité cooptée); Philippe KAMINSKI (Trésorier de la section française du Forum francophone international, personnalité cooptée); Nicolas KAYANAKIS (Vice-président de l'Action Française); Florence KUNTZ (Député français au Parlement Européen, conseiller régional de Rhône-Alpes, personnalité cooptée); Robert LAFONT (Directeur de *La Une*, personnalité cooptée); Marie Josèphe LAMAR (Assistante en droit, personnalité cooptée); François LEGRAND (Secrétaire général de la Confédération des écologistes indépendants représentant François DEGANS, président, suppléant: Bertrand COUSIN); Henri de LESQUEN (Président de La voix des Français, suppléant: Gérard Hannezo et du Club de l'Horloge); Bernard LHOTE (Directeur de la Dépêche de la compagnie D'Artagnan et Planchet, personnalité cooptée); Guy MACE (Président du Cercle anti-Maastricht, observateur); Pierre MAILLARD (Ambassadeur de France, personnalité cooptée); Michel MICHEL (Maître de conférences en sociologie à l'Université de Grenoble, représentant de l'Alliance pour la souveraineté de la France dans l'Isère); Alfred MIGNOT (Rédacteur en chef de *Vox Latina*, personnalité cooptée); Bernard MONTRICHARD (Président de Présence et action du gaullisme de Franche-Comté, secrétaire national fondateur de l'Alliance pour la souveraineté de la France, président d'Avenir France République); Pierre MONZANI (Directeur du Pôle universitaire Léonard de Vinci, personnalité cooptée); Jacques MYARD (Député des Yvelines, maire de Maisons-Laffitte; personnalité cooptée); André NESTER (Président-fondateur de l'Assemblée des alliances de citoyens, observateur); Marc PEFOURQUE (Président d'Hexagone, président de la Coordination de la société civile); Olivier PICHON (Conseiller régional d'Ile-de-France, animateur d'émission sur Radio Courtoisie, personnalité cooptée); Michel de PONCINS (Président de Catholiques pour les libertés économiques); Thierry PRIESTLEY (Président de Droit de comprendre, administrateur d'Avenir de la langue française,

suppléant : Marc BONNAUD) ; Michel PRIEUR (Numismate, personnalité cooptée) ; Bernard PRUDHON (Avocat, expert juridique de l'Alliance pour la souveraineté de la France, personnalité cooptée) ; Pierre PUJO (Directeur de l'Action française 2000, président de l'Institut d'action française) ; Régis RAVAT (Président de l'Association Francophonie-Avenir (A.FR.AV.), personnalité cooptée) ; Gabriel ROBIN (Ambassadeur de France, personnalité cooptée) ; Romain ROCHAS (Ancien chef de division à la Cour des comptes des Communautés européennes, personnalité cooptée) ; Jean ROUX (Président du Mouvement pour l'indépendance et la prospérité de la France) ; Gaétan de ROYER (Président du Cercle Saint Just, personnalité cooptée) ; Jacques SAINT-PIERRE (Représentant de l'Alliance pour la souveraineté de la France dans les Bouches-du-Rhône) ; Albert SALON (Ancien ambassadeur, personnalité cooptée) ; Michel de SOULAGES (Représentant Monseigneur le Comte de Paris, observateur) ; Nicolas TERVER (Personnalité cooptée) ; Guillaume de THIEULLOY (Rédacteur en chef du journal *Légitimiste*, observateur) ; Emmanuel TREMBLAY (Président de l'Union pour une politique nouvelle) ; Françoise ZEMMAL (Chargée des relations publiques de l'Alliance pour la souveraineté de la France).

Outre ces personnalités 20 mouvements participent à l'ASF et leurs présidents sont membres de droit du Conseil national souverainiste : Action pour une confédération paneuropéenne ; Avenir France République ; Action française ; Catholiques pour les libertés économiques ; Club des Jacobins 2000 ; Confédération des écologistes indépendants, mouvement souverainiste et régionaliste ; France bonapartiste ; Hexagone ; Jeune France ; Identité France-Forez ; Mouvement démocrate français ; Mouvement innovation, progrès social, indépendance ; Nouvelle union démocratique du travail ; Prométhée ; Rassemblement gaulliste ; Rassemblement pour la France ; Réflexion citoyenne pour la France ; Solidarité française ; SOS République ; Union pour une Politique nouvelle ; La Voix des Français⁴⁰.

⁴⁰ Source : Alliance pour la souveraineté nationale, document de présentation du CNS, mars 2002.